

## Propagande, communication, Lorraine cœur d'acier

Janine OLMI

Secrétaire de l'U D CGT de Meurthe et Moselle de 1971 à 1982

« La confédération a mobilisé une gamme très variée de moyens afin de convaincre, entraîner, voire séduire » indique le préambule du colloque : **100 ans d'expériences de la CGT de 1895 à nos jours**. Ma contribution se limitera à la période fin 1970/1980, que je retiens comme celle où la CGT est à la croisée des chemins, entre propagande et communication.

Il est de bon ton aujourd'hui de comparer les deux systèmes. Propagande est censée faire l'éloge d'une chose pour amener les intéressés à y souscrire, à y adhérer, alors qu'en revanche la communication repose sur la relation, le lien entre l'émetteur et le récepteur. De la qualité de ce lien découle le passage heureux de l'un à l'autre. Le lien est donc la pierre angulaire. La formule paraît satisfaisante. En revanche, le développement généralement admis de ces postulats, mérite sans doute plus qu'un regard distrait.

La communication est présentée comme l'alternance de trois postures : la raison, l'adaptation, la confusion.

- **La raison** : elle s'inscrit dans l'hypothèse où l'homme reste fondamentalement libre vis-à-vis de la technique. Il en use mais ne s'en asservit pas.
- **L'adaptation** : dans ce schéma, l'homme est jeté dans le monde. La technique devient sa nature. L'idée de maîtrise s'efface au profit de celle d'adaptation où il peut devenir récepteur.
- **La confusion** : dans ce cas, le constat technologique l'emporte. Il régit la vision du monde. La technique empêche l'homme d'exister hors des miroirs qu'elle lui tend. Cette classification, étudiée par Lucien Sfez, professeur à la Sorbonne a le mérite, de distinguer en trois grandes catégories, un univers communicationnel souvent interprété comme le sommet d'une relation optimisée.

En revanche, la propagande est définie comme un système univoque où il n'y a ni concurrence, ni marché, ni contre-pouvoir, ni contre parole. Bref, un système de langage impératif, des idées peu plaisantes ajoute t'on. Le système est intégré au « totalitarisme ». Or si je ne m'abuse, la propagande, dans cette acception, n'est pas apparue seulement au temps des définitions d'Anna Arendt. Que fait-on de la « propagation de la foi » ? De la « révélation ». Si la propagande représente bien le principe hiérarchique, émetteur omnipotent, récepteur consentant, il faut au moins concéder que les descendants ont mis leurs pas dans les traces bibliques.

D'après d'autres auteurs, la propagande serait apparentée à la « réclame » fille servile et méprisable puisqu'elle s'emploie à appâter le chaland, en utilisant tous les excès de l'exubérance et de la séduction. « La grande aventure de la communication est apparue quand la réclame a disparu » précise encore un expert en publicité.

Pour autant la propagande ployant sous une montagne de vices, la communication ne serait-elle parée que de vertus ?

2 - L'information a déjà connu, elle aussi sa traversée du désert. A partir de l'affaire des faux charniers de Timisoara, des images de Beyrouth illustrant des manifestations pro irakiennes à Alger, l'affaire de la princesse Diana, images dérobées, reportages bidonnés. Les journalistes furent accusés de faire de leur liberté un alibi de leur irresponsabilité lorsqu'ils sont submergés, subvertis par l'image. En 1987 Jean Daniel souligne que « la meilleure manière de protéger les journalistes contre la tentation d'un abus de leur pouvoir c'est d'entretenir un débat permanent sur leur responsabilités ». Etre un acteur plutôt qu'un spectateur, un observateur plutôt qu'un instituteur, un médiateur plutôt qu'un censeur comme le rappelle Francis Balle, professeur, ex membre du CSA. Cette mise en garde englobe pourtant bien des acteurs de la communication, au moins dix ans avant que les gros scandales n'éclatent, transformant la vertu communicante en abus de pouvoir.

Si j'en crois mon expérience, l'alternative communicationnelle à la tradition propagandiste, est apparue dans la CGT, des années 1970.

Les années 1970/ 1980 furent, à mon sens, la période charnière de cette grande remise en question. L'évènement fondateur fut le 40<sup>ème</sup> congrès de Grenoble, où le principe de la parole unique fut confronté au pluralisme des débats. Pourtant, un an auparavant, la sixième conférence des femmes travailleuses, laissait des traces vigoureusement pionnières et traduites dans une brochure intitulée : « Les questions qui font bouger » avec lesquelles il serait sans doute bien inspiré de renouer.

Car il faut bien reconnaître que si le 40<sup>ème</sup> congrès avait bousculé les traditions, la mise en pratique fut des plus laborieuses. Et puisque ordre du jour oblige, je prendrai l'exemple du troisième secteur confédéral, celui intitulé : Propagande.

Dans les mois suivant le congrès de Grenoble, apparut le terme plus désinvolte et bien significatif de « Propa ». Quelque chose étant en train de changer dans l'entourage de la vieille dame. J'ai ainsi vécu des stages confédéraux où la mise en relation avec des méthodes communicantes de confrontation redoutable d'entretien télévisé, l'organisation de campagnes de diffusions, bousculaient quelque peu les cours magistraux de combats des idées. Dans mon département, nous avons même organisé avec une co-direction université CCEO, un stage de 8 jours de jeux de rôles, sous l'oeil vigilant et impitoyable de la caméra. La vingtaine de stagiaires des entreprises était ravie. L'universitaire cédétiste François. Rousselet, tira les conclusions d'une expérience novatrice qui pourtant ne fut pas renouvelée à ma connaissance.

Une année après l'ouverture de ces chemins inexplorés, le secteur « propa » dirigé par Jean- Claude Laroze, militant de l'EDF, réunit à la confédération, l'Union Départementale 54 et l'Union Locale de Longwy, pour la communication d'une grande nouvelle : un projet d'implantation à Longwy d'une radio procurée par la confédération et répondant au désarroi de militants démunis face aux initiatives radicales et populaires de la CFDT.

## **Deux radios « Lorraine Coeur D'Acier » en Meurthe et Moselle**

Le sigle LCA, Radio Lorraine Coeur d'Acier, évoque instantanément le convertisseur de la sidérurgie devenu insurrectionnel de Longwy la rouge, Longwy, l'écorchée vive. Longwy héroïque et victime plongée dans l'antichambre de l'espoir absolu dans le changement de majorité en 1981. Mais il y eut aussi une station radiophonique Lorraine Coeur d'Acier à Nancy, au siège de l'Union Départementale CGT, qualifiée derechef d'insipide réplique de LCA première. Elle réussit tout de même à se faire une place au soleil.

3 Car cette seconde radio n'avait pas usurpé son titre en dépit des suspicions d'une équipe à la fois fervente et persuadée que le pays tournait autour de son nombril. L'appellation Lorraine Coeur d'Acier fut en effet produite par Maurice Villaume, secrétaire de l'Union Départementale, en illustration d'affichettes précisément éditées par elle aux premiers jours de l'année 1979 et intitulées : « *Pour que vive notre département, il lui faut un cœur d'acier* ». On remarque d'ailleurs la formule dans une allocution prononcée en février 1979, c'est-à-dire deux mois avant le lancement de la radio cégétiste longovicienne du 17 mars 1979 et recueillie dans un compte rendu de la radio cédétiste SOS Emploi. Les deux LCA n'ont eu de commun que le titre et leur lancement à l'initiative de la confédération cégétiste, car leurs destins s'inscrivirent dans deux registres différents de l'univers des ondes.

## **Lorraine Coeur d'Acier Longwy : une ferveur, une passion, un mythe, un infanticide ?**

Installée le 17 mars 1979 à 16 heures trente, dans le hall d'un bâtiment public avec la bienveillante approbation du maire communiste, c'est la dirigeante de l'union départementale, relais du secteur confédéral propagande qui annonce l'arrivée sur les ondes d'une radio « *Créée par et pour la CGT au service de la lorraine et des travailleurs (...) qui doivent pouvoir s'exprimer librement (car) la population en particulier ceux qui luttent n'ont pas la parole... La plus exclue étant la CGT* ». Le journal local le Républicain Lorrain relate, l'évènement dès le 18 mars 1979. Un cliché fixe la scène pour la postérité. In fine, la sidérurgie de Longwy ne vivra pas, mais la radio va poursuivre son ascension du 17 mars 79 au 20 janvier 1981 en empruntant le chemin accidenté de trois vies successives :

### **1°- du 17 mars au 30 juin 1979 : les quiproquos, mais ça roule**

S'inspirant de l'ouverture proclamée du 40<sup>ème</sup> congrès de Grenoble, le secteur confédéral « propa » s'engage donc dans l'aventure d'une radio ouverte que Jean-Pierre Linocier vient populariser sur le terrain. Cette ouverture sera personnifiée par un journaliste professionnel Marcel Trillat qui d'ailleurs avait posé le pluralisme comme préalable à sa participation suite à une expérience avortée à Montreuil en 1978. Durant un mois, l'accord obtenu fut total à tous les niveaux de l'organisation : confédéral, départemental et local en vertu de l'élan du 40<sup>ème</sup> congrès. C'est la dernière semaine d'avril qui sonne pour la première fois, la fin de la récréation. Convocation au secteur propagande en vue d'un redressement plus syndical des programmes auquel ni l'Union Départementale ni l'Union Locale ne souscrivent. Discussion, renouvelée à Longwy début mai, sous l'égide du secteur organisation (José Just et Jean Pierre Linocier) sans plus de résultat. A défaut d'accord, une trêve s'installe jusqu'aux vacances d'été. Le

30 juin, une kermesse saluant la présence d'Henri Krasucki sert de conclusion festive à trois mois d'émission. Pour LCA : point d'orgue, point d'interrogation, ou point de suspension ? Il faut dire que de l'avis de dirigeants confédéraux, l'émetteur devait fonctionner quelques semaines au plus, avec l'objectif phare de la marche sur Paris du 23 mars<sup>2</sup>.

Circonstance confirmant l'alerte de fin avril. Sans doute assistait-on déjà à une lecture duale du congrès de Grenoble.

## **2°- Septembre 1979 : Association pour la libre expression radiophonique**

Le statut des journalistes change. Il y a modification substantielle du contrat de travail. Ils ne sont plus rémunérés par leur employeur confédéral. Juridiquement, ils demeurent rattachés à « Républicain Lorrain, édition du 18 mars 1979.

<sup>2</sup> Serge Gordey. *Lorraine Coeur d'Acier : une radio de libre parole*. Université de Paris 1, DESUP, 1980.

4

la Vie Ouvrière, mais les salaires devront être remboursés par des fonds locaux. Paris ne paie plus. En novembre 1979, le tribunal de Briey avale l'existence d'une association « pour la libre expression radiophonique », qui prendra in petto l'appellation des « Amis de LCA ». Les fonds sont immédiatement collectés : souscriptions, gadgets, tournées régulières chez les commerçants, fêtes, élection de miss Longwy !... ainsi que des subventions des municipalités du bassin<sup>3</sup>. La CGT n'apparaît plus en tant que telle dans l'affichage du sigle et la radio fonctionne de plus en plus en roue libre. L'Union Départementale n'étant pas associée, la gestion s'exerce directement entre la confédération et l'association des Amis.

## **3°- Coup de théâtre : Les journalistes ne sont plus payés. Congrès de l'union locale**

Durant la période des congés payés, les journalistes s'aperçoivent qu'ils ne sont plus payés, sans avoir été prévenus.

### **Licenciements et victimisation**

Le 7 octobre 1980, le *Matin* titre « *Radio Lorraine Coeur d'Acier, normalisée par la CGT* ». *La Vie Ouvrière* confirme son retrait. *Aujourd'hui, ils se retrouvent sans statut, sans salaire, sans lettre de licenciement, sans protection sociale* », déplore le journal parisien. Cette désinvolture, si elle est avérée, a de quoi ébahir tout syndicaliste informé sur la réglementation du travail. Les journalistes sont syndiqués au SNJ. N'aurait-il pas été plus efficace de saisir le syndicat et les instances juridiques pour obtenir réparation que se lamenter auprès des médias dépourvus de solutions concrètes? Mais encore : par quel mystère la manne financière fidèlement recueillie par les Amis se serait-elle soudain tarie ? Donc pourquoi cette vindicte à l'égard de la seule CGT.

Un déferlement d'anathèmes embrase alors l'espace médiatique : Maurice Najmann de *Libération* associe Solidarnosc au « monolithisme » du fonctionnement CGT. D'autres vitupèrent : « *La CGT contre ses radios qui marchent* » ou « *Radios libres : comment fut poignardée Lorraine Coeur*

*d'Acier* » Mais la palme revient au journal l'Unité du 10 octobre 1981<sup>4</sup> qui titre : « *Lorraine coeur d'acier : histoire de la naissance d'une radio libre, d'une tentative d'assassinat et d'un infanticide !* » C'est l'appel unanime au lynchage. Et la sidérurgie, pendant ce temps-là qu'est-ce qu'elle devient, la sidérurgie ! Aucun média ne vient interroger l'accusé. Une seule cloche, un seul son, bonjour la déontologie. A tel point que quelques rares critiques s'étonnent de cet unilatéralisme affligeant. C'est ainsi que les louanges du film « Une radio dans la ville » mettent un bémol à leur enthousiasme en déplorant que les producteurs aient choisi une voix off pour fustiger la CGT, au lieu d'interroger les intéressés qui « *avaient probablement quelque chose à dire* ». Le siège syndical de Nancy ne sera donc pas saisi de l'affaire cette fois encore. En revanche, il lui incombe de participer à la reconstruction périlleuse d'une équipe locale puisque la précédente s'est effondrée.

### **16 novembre 1980, congrès de l'union locale :**

En septembre 1980, le secrétaire de l'union locale a démissionné dès la mise à l'écart des journalistes : « *C'est vrai on m'a mis au pilori comme ça mais il ne faut pas oublier qu'on m'a proposé différents postes... mais j'ai demandé que la confédération revienne sur le licenciement des deux journalistes Jacques Dupont et Marcel Trillat. Elle a refusé ... Ca a*

<sup>3</sup> Alain Amicabile. *Remercie la neige*, Paris, Syllepse, 2006

<sup>4</sup> L'Unité, édition du 10 octobre 1981.

5

*duré des mois. J'ai été à Paris avec Marcel Trillat, voir les grands pontes (sic) des radios (...) Là je prétends défendre l'ouverture... »*<sup>5</sup>

Donc en automne 1980, plus de pilote dans l'avion. L'union locale est en roue libre. Raymond Barberis pour la confédération, Maurice Villaume et Janine Olmi pour l'union départementale, vont s'efforcer d'assister le congrès qui entreprend de remettre le train sur les rails. La fédération de la métallurgie est absente. Les syndicats du bassin rassemblés dans une salle municipale d'Haucourt se prononcent en faveur des propositions étudiées par une équipe emmenée par Marcel Mousley, secrétaire du syndicat d'Usinor et soutenues par les instances. Les décisions de congrès résultant du décompte des cotisations payées, les sections sidérurgiques étant les plus puissantes en terme de syndiqués, la préconisée fut confortablement acquise. Dans le paquet, LCA réintérait la fonction d'une radio soumise uniquement au militantisme et au bénévolat. Mais dans la revue professionnelle Presse

Actualité<sup>6</sup>, Marcel Trillat avait estimé que « *La majorité des syndiqués souhaitaient la poursuite de la radio* ». Le résultat n'étant pas à la mesure des prévisions, quelques uns des « Amis » soupçonnèrent la confédération et l'Union Départementale d'avoir soutenu les minoritaires de l'Union Locale. Le journaliste envoyât illico une protestation publique aux syndicats du bassin à propos de l'intendance à LCA

La nouvelle équipe élue, composée majoritairement de sidérurgistes de Rehon et de Mont Saint Martin fut mandatée pour reprendre le cours des émissions de

Lorraine Coeur d'Acier. La radio animée uniquement par des forces militantes et bénévoles, poursuivi sa route, jusqu'au 20 janvier 1981, où une attaque des forces policières mettait fin à 22 mois de fonctionnement souvent enthousiaste, parfois contesté, toujours rayonnant et animé.

## Bilan

Si l'expérience LCA a bénéficié des louanges médiatiques, il serait exagéré de dire que la CGT, dans son ensemble ait recueilli les fruits de l'audace de son 40<sup>ème</sup> congrès en matière d'ouverture. On entendit sur les ondes de bien curieuses oraisons. Marcel Trillat : « ... la radio va bien au-delà du pluralisme... Pour une fois, on entendra autre chose que le langage stéréotypé des discours syndicaux... » C'est une opinion, un reflet des controverses de l'époque. Il est normal de l'exprimer.

En revanche l'édification d'un montage chamboulant les données historiques de l'émission de lancement ne s'expliquent pas par le contexte : « *Aujourd'hui 17 mars à 16 heures, première émission de Lorraine Coeur d'Acier, une radio créée par la CGT et mise à la disposition de toute la population (...) tous ne partagent pas les positions de la CGT...* ». Le Cdrom gracieusement offert par un technicien longovicien n'indique pas la date de cette fiction opérée par trois journalistes : Trillat, Dupont, Martinot (lequel est enrôlé illico pour ce lancement bidonné puisqu' n'était pas sur les lieux le jour de l'authentique lancement ainsi qu'on peut le vérifier dans le reportage d'époque du Républicain Lorrain). Ce « hold-up » maladroit survient probablement dès l'irruption dans la radio des Amis, ainsi que l'indique un numéro de téléphone, différent de celui d'origine, de même que le ton péremptoire du discours. Le « discours » syndical s'estompe mais c'est surtout l'initiative de la CGT porteuse du message du 40<sup>ème</sup> congrès qui est niée. Ce n'est plus la radio de la CGT, c'est la radio des journalistes, ou la radio de la vie, la radio de l'amour. Les faits sont battus en brèche, place au mythe.

*s Les feux volés. Il y trente ans les événements de Longwy, Collectif Parole de Lorrains, Longwy 2008.*

*6 Presse Actualité, édition de janvier 1980, n°142 (Bayard Presse)*

6

C'était il y a trente ans ! Pourtant en août 2008 : Marcel Trillat s'exprimait encore dans une controverses fleuve rendue publique elle aussi : « *En réalité, LCA est morte en juillet 1980 et ce ne sont pas les CRS qui l'ont tué mais les partisans d'une CGT archaïque, étriquée refermée sur elle-même, condamnée par l'histoire (sic)* » A qui s'adresse cette philippique ? « *Malheureusement, dès 1980 la minorité « orthodoxe », animée par Henri Krasucki réussit à reprendre en main la direction de la CGT, ce qui conduira au retrait de Georges Séguy et de son équipe* ». S'agissait-il du hold-up de l'équipe Krasucki sur la première confédération de France ?

Gino Tognolli, journaliste honoraire de l'Est Républicain membre du SNJ et du MRC, atterré, par cette vindicte intemporelle et outrancière de la part d'un confrère et soucieux de conclure ce misérable épilogue, écrit dans une lettre à l'intéressé : « *...je trouve particulièrement navrant que tu te prêtes à une*

*prétendue réhabilitation historique de tels ou tels, toi y compris » (...) Ce courrier du 13 août 2008 est resté sans réponse. Telle fut l'histoire d'une collaboration CGT, journalistes vécue par la secrétaire départementale à « la propagande » de l'union syndicale interprofessionnelle de Meurthe-et- Moselle. En souhaitant qu'il y en eût de plus fructueuses à l'avenir.*

## **Lorraine Coeur d'Acier Nancy : la moins écoutée, la plus soutenue**

Le 24 avril 1980, au soir de son 33<sup>ème</sup> congrès tenu à Nancy en présence d'Henri Krasucki, l'Union Départementale accaparait à son tour son faisceau hertzien dans des circonstances aux antipodes de ce qui avait présidé à la mise en place de radio Longwy. Ici, aucun soutien médiatique, des moyens financiers réduits, le système débrouille, des difficultés d'écoute au coeur de la métropole Lorraine dominée par le commerce, les arts, le secteur tertiaire et des municipalités centristes et gaullistes. Pour couronner le tout, la rue Drouin où siège l'UD est à deux pas de l'hôtel de police. Mais ces conditions des plus dissuasives n'ont pas empêché un congrès de deux cents personnes d'acclamer la décision de se saisir des ondes. Ici, c'est Jean, secrétaire départemental du syndicat des éducateurs spécialisés qui annonce la profession de foi du média « *Pourquoi une radio de la CGT ? La réponse est simple : pouvoir et patronat nous refusent la parole. Nous avons décidé de la prendre* ». Cette affirmation s'inscrit en prolongement de l'allocution de Georges Séguy lors du 40<sup>ème</sup> congrès évoquant : « *... La mise au point d'un système de riposte qui, sans être trop onéreux pourrait atteindre en moins de 24 heures, la masse des travailleurs et constituerait une arme de dissuasion avec laquelle les spécialistes de la désinformation seraient bien obligés de compter* ».

Dans le bassin du Pays Haut, la rumeur répandait l'écho d'une concurrence destinée à éteindre les feux étincelants de la radio de Longwy. Les conditions de la mise en place nancéenne répondent d'elles mêmes à ce soupçon. Un mois après l'entrée sur ondes, les forces de police venaient écraser la voix de la CGT sous les bombes lacrymogènes et la dévastation de la maison du peuple, l'un des chefs d'oeuvres de l'école de Nancy. C'était le 4 juin 1980.

Quarante militants furent retenus la nuit durant dans les cellules de l'hôtel de police. Neuf d'entre eux, dont Marianne Cunin, secrétaire de l'Union Départementale furent incarcérés à Charles III (maison d'arrêt de Nancy). Le 12 juin 1980, plus de quinze mille marcheurs envahissent le cours Léopold à Nancy. CGT, CFDT, de Longwy à Baccarat des cohortes colorées descendent des bus. Henri Krasucki prend la tête du cortège, mais c'est Maurice Villaume secrétaire de l'UD qui prend la parole. Le 16 juin, trois mille manifestants et autant de CRS se rassemblent place d'Alliance à Nancy pour attendre le verdict des neuf militants emprisonnés. Henri Krasucki est descendu jusqu'au coeur de l'arène judiciaire. Le verdict tombe vers 18 heures. Tous relaxés. La radio de lutte se sort glorieusement des griffes de la répression, redonnant aux militants dépités, le souffle de l'enthousiasme.

## **Bilan**

En automne 1980, l'émetteur que les forces policières n'ont pas réussi à débusquer, en dépit du saccage et de la fouille, va reprendre un chemin itinérant, parcourant le département de Jœuf à Pompey, des quartiers populaires des hauts de Nancy aux Salines de Varangéville, piloté par deux intrépides bénévoles des ondes. En janvier 1981, au lendemain de l'assaut des CRS, l'émetteur tombé aux mains de la police à Longwy ressuscite miraculeusement après un ensevelissement de trois jours ! Il s'agit de l'émetteur de Nancy que d'astucieux passionnés ont réussi à soustraire à la revanche féroce du pouvoir. Il réussit à, passer les barrages de CRS grâce au sang-froid et à l'audace d'une femme : Marianne Cunin, à peine sortie de l'expérience cellulaire. C'est ainsi, forte de ses exploits itinérants, que Nancy va réussir à accrocher le chardon Lorrain à son coeur d'acier.

## **Deux radios CGT. Deux théories ennemies ?**

A l'image d'un congrès ambivalent, les deux radios illustrent que la communication n'est pas neutre. Raison, adaptation, confusion. Laquelle de ces classifications symbolise l'expérience. Oscillant entre les impératifs propagandistes et l'entrée dans le domaine accidenté de la communication, sur le terrain, nous étions tous des apprentis. Il était quasi inévitable que les protagonistes de cette aventure se cognent à chaque pas aux murs des coutumes et des théories précédentes. D'autant plus que l'idéologie imposait ses a priori. Ce qui, à mon sens est davantage préoccupant, c'est que trente années après, la passion continue de battre en brèche la rationalité d'une analyse apaisée. La maîtrise fut éphémère, et même l'hypothèse de la confusion serait parvenue à supplanter la théorie de l'adaptation. La problématique demeure Ne sera-t-il possible de se voir que dans le miroir médiatique ?

### **Janine OLMI**

Militante à l'Union Départementale CGT de Meurthe et Moselle de 1971 à 1982, Secrétaire fédérale du PCF de Meurthe et Moselle de 1982 à 1984

Auteure :

- *Les femmes dans la CGT. Stratégie confédérale et implication départementale 1945*

1985. Thèse en science politique. Université de Nancy II. 2005.

- *Osez la parité syndicale. La CGT à l'épreuve des collectifs féminins*, L'Harmattan,

Paris, 2007.

- *La Pasionaria rouge*. Serpenoise, Metz, 2009.

- *Dans les coulisses des radios pirates*. En cours d'édition.